



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Distr.: GENERALE

CEA-AN/TNG/CIE/XX/2
Mars 2005

Original: FRANÇAIS

Bureau pour l'Afrique du nord

Vingtième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts (CIE)

Tanger (Maroc)
13-15 avril 2005

RAPPORT D'ACTIVITE
(Avril 2004 - Avril 2005)

Table des matières

I.	INTRODUCTION	1
II.	PRINCIPALES ACTIVITES	1
	2.1 Ateliers/séminaires/réunions de groupes spéciaux d'experts	1
	2.2 XXème Session du Comité Intergouvernemental d'Experts	3
	2.3 Publications.....	4
	2.4 Partenariat	5
	2.5 Autres activités et événements.....	5
III.	PRINCIPALES ACTIVITES DE LA CEA.....	7
IV.	ACTIVITES RESTANTES POUR 2005	10

I. INTRODUCTION

1. Le rapport traite des principales activités entreprises par le Bureau durant la période d'avril 2004 – avril 2005. Ces activités ont été menées en collaboration avec les Etats membres, les organisations sous-régionales et les institutions du système des Nations Unies. Elles comprennent des publications, des réunions, des séminaires et des services de consultation.

2. Le rapport fait état également des principales activités entreprises par la CEA durant la dite période.

II. PRINCIPALES ACTIVITES¹

2.1 Ateliers/séminaires/réunions de groupes spéciaux d'experts

(i) Réunion de groupe spécial d'experts sur les perspectives à long-terme du développement des infrastructures et des télécommunications en Afrique du Nord, 18 – 19 juin 2004, Casablanca, Maroc

3. La réunion a compté plus de 20 experts dans le domaine des télécommunications venant de la sous-région ainsi que d'Europe. Cette réunion a permis le partage des expériences et des meilleures pratiques, l'élaboration de conclusions sur le processus d'intégration de l'Afrique du Nord et sur le rôle que les télécommunications doivent jouer dans le cadre du développement de la sous-région.

4. La réunion a adopté trois recommandations visant à donner une nouvelle impulsion à l'intégration de la sous-région : (a) création d'une plate-forme de coopération; (b) renforcement des capacités dans le domaine des télécommunications et (c) harmonisation des politiques de télécommunications.

(ii) Séminaire sur le démantèlement de l'accord multifibre et ses répercussions sur les pays de l'UMA, 14 – 15 février 2005, Tunis, Tunisie

5. Le séminaire a été co-organisé avec la Division du commerce et de l'intégration régionale (TRID) de la CEA et le secrétariat de l'UMA.

6. Lors de la préparation du séminaire, le Bureau a effectué des missions en Algérie, au Maroc et en Tunisie afin de discuter des défis que doivent relever les industries du textile et de l'habillement après l'élimination des quotas restants de l'OMC au 1er janvier 2005.

1 Visiter le site du Bureau <http://www.uneca-na.org> pour plus d'informations sur les activités présentées notamment les documents à l'intention du CIE, les publications et les rapports des réunions.

7. Le Bureau a également entrepris une étude sur les implications du démantèlement de l'Accord sur les pays producteurs et exportateurs de l'UMA, en se basant notamment sur les conclusions des missions préparatoires sus-mentionnées. L'étude a servi de document de base au séminaire.

8. Le séminaire qui a rassemblé environ 50 participants/professionnels dans le domaine du textile et des vêtements, est parvenu à un ensemble de recommandations stratégiques portant sur les actions requises en vue de relever ce nouveau défi.

(iii) Séminaire sur les technologies de l'information et le développement du commerce électronique entre les pays de l'UMA, 1 – 3 mars 2005, Tanger, Maroc

9. Le séminaire a été co-organisé avec le secrétariat de l'UMA, la division du développement des services de l'information de la CEA et le programme régional du PNUD pour le développement des technologies de l'information et de la communication dans la région arabe (ICTDAR).

10. Le séminaire d'une durée de 3 jours et a été organisé sous le thème "les TIC et le développement des échanges commerciaux au sein de l'Union du Maghreb Arabe" a été l'occasion de partager des vues et des expériences sur les défis que doit relever le commerce électronique au sein des pays de l'UMA. La Déclaration faite à l'issue du séminaire appelle à une relance du Projet pour une Zone de Libre-Echange et l'intégration des activités de e-commerce dans le cadre des échanges commerciaux et des politiques économiques de la région. Le document met en évidence entre autres, la nécessité de :

- Relancer la banque arabe pour l'investissement et le commerce afin de financer les projets clés de la région;
- Mettre en place des partenariats entre le secteur public et le secteur privé afin de se concentrer sur le développement des ressources humaines et de faire face à la fuite des cerveaux dans le secteur des TIC;
- Harmoniser les cadres juridiques en faisant appel aux transactions électroniques via le web au sein de la région;
- Entreprendre des études sur le potentiel du e-commerce et mettre au point des stratégies sur la manière d'utiliser les TIC dans le cadre du e-tourisme et des e-services;
- Mettre en place un comité de suivi et une commission des experts nord africains en charge de la promotion du e-commerce.

(iv) Atelier d'experts sur " Femmes créatrices de richesses et d'emplois », 11 – 12 avril 2005, Tanger, Maroc

11. L'atelier a été organisé en tant qu'événement pré-CIE. Il a permis aux experts de se réunir pour discuter de la promotion de l'esprit d'entreprise chez les femmes en Afrique du Nord, y compris les secteurs innovateurs, tels que les connaissances

traditionnelles / indigènes, les services sociaux et les TIC. Les experts ont partagé leurs expériences et leurs perspectives, tout en mettant en évidence les contraintes et les opportunités.

12. Les recommandations de l'atelier seront présentées à la XXème Session de la réunion du CIE.

2.2 XXème Session du Comité Intergouvernemental d'Experts, 13-15 avril 2005, Tanger

13. La XXème Session du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) aura lieu à Tanger, Maroc du 13 au 15 avril 2005.

14. La réunion portera sur l'étude des principaux documents à l'intention du CIE présentés ci-dessous, sur la discussion des recommandations de l'Atelier d'experts "Femmes créatrices de richesses et d'emplois" et sur l'étude des activités entreprises par le bureau en 2004 – 2005 ainsi que le projet du programme de travail pour 2006 – 2007.

(i) Situation économique et sociale en 2004

15. Le rapport qui sera présenté lors de la réunion du CIE comporte les trois parties suivantes :

- Situation économique actuelle en Afrique du Nord;
- Analyse préliminaire des évolutions des structures des économies nord africaines; et,
- Participation économique des femmes en Afrique du Nord.

16. Le rapport présente une analyse des évolutions des structures des économies, notamment dans un contexte sous-régional. Il sera finalisé après la réunion du CIE afin d'y inclure les commentaires des Etats membres.

(ii) Réalisation des ODM et mise en oeuvre du NEPAD: progrès et perspectives

17. Le rapport fait état des performances des pays de l'Afrique du Nord dans la réalisation des ODM et la mise en oeuvre du NEPAD. Il constitue une suite logique des premiers états sur les ODM établis par le Bureau en 2002 et 2003. La nouveauté de son approche réside dans le fait qu'il procède d'une étude plus approfondie accompagnée de propositions pour l'évaluation des stratégies qui seront suivies par les institutions gouvernementales.

18. Le rapport évalue les progrès réalisés par les pays dans la réalisation de chacun des huit objectifs du Millénaire, identifie les principaux défis que doivent relever ces pays. Le document met l'accent également sur les progrès réalisés sur le plan national dans la mise en oeuvre du NEPAD et sur son impact sur le plan sous-régional.

19. En termes de perspectives pour la réalisation complète des ODM et la mise en oeuvre effective du NEPAD, le rapport invite les pays de la sous-région de faire le bilan des progrès réalisés et d'étudier ensemble les étapes à entreprendre afin d'avancer sur l'agenda de développement.

(iii) Mise en valeur des ressources en eau

20. Tout en faisant appel à d'autres sources, le rapport résume les principaux résultats et conclusions de la version préliminaire du rapport sous-régional sur la mise en valeur des ressources en eau en Afrique du Nord.

21. Le rapport évalue la situation de l'eau dans les pays de la sous-région en termes de potentialités et d'extraction, identifie les problèmes critiques posés par les besoins en compétition, les demandes, les différents usages et la gestion de l'eau, présente les succès achevés et les contraintes et difficultés rencontrées lors de la mise en application de la Vision Africaine pour l'Eau en 2025, et formule des recommandations pour la voie à suivre.

(iv) Progrès sur le statut de l'information pour les activités de développement

22. Le rapport évalue les progrès réalisés par les pays de la sous-région dans la mise en place de politiques, plans et stratégies pour l'établissement de la société de l'information en Afrique du Nord. Il tire ensuite des leçons des initiatives sous-régionales dans le cadre des TIC et fait état des recommandations appropriées pour la voie à suivre.

2.3 Publications

(i) Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique du Nord en 2003

23. Le rapport contient les deux parties suivantes :

- Analyse de la situation économique et sociale en Afrique du Nord en 2003;
- Compétitivité et réformes économiques dans les pays de l'Afrique du Nord.

(ii) Rapport préliminaire sur la mise en valeur des ressources en eau

24. Le rapport a été rédigé en étroite collaboration avec les experts des pays et le projet UN-Water/Africa de la Division du développement durable (SDD) de la CEA. Il fait état des problèmes interconnectés du développement de l'eau, des besoins en eau et de la dégradation de l'environnement. Le processus préparatoire a impliqué un certain nombre d'experts en eau de la sous-région et a abouti à la rédaction de sept rapports nationaux sur la mise en valeur des ressources en eau et à la mise en place d'un réseau sous-régional d'experts en hydrologie.

25. Le rapport sous-régional sera examiné lors d'une réunion de revue (Le Caire, 15 avril 2005) avec les sept rapports nationaux préliminaires. L'équipe chargée de l'évaluation des rapports comprendra des examinateurs externes sélectionnés par UN-Water/Africa et les rédacteurs des rapports nationaux et du rapport sous-régional. Ensuite, le rapport sous-régional et les sept rapports nationaux seront finalisés et distribués. Ils constitueront la contribution de la sous-région au Rapport Africain sur la mise en valeur des ressources en eau.

26. Le rapport sous-régional sera publié tous les deux ans pour servir de mécanisme durable d'évaluation des progrès réalisés dans le secteur de l'eau.

2.4 Partenariat

27. Le Bureau a renforcé son partenariat avec les Etats membres, les Communautés économiques régionales (notamment avec le secrétariat de l'UMA) et les institutions du système des Nations Unies (PNUD, CNUCED, ONUDI, UNFPA)

28. On s'attend à ce que les consultations en cours élargissent notre partenariat vers d'autres acteurs du développement, notamment la société civile (secteur privé, ONG), les universités et d'autres institutions des Nations Unies.

2.5 Autres activités et événements

(i) Auto-évaluation

- *Retraite du personnel, 30 septembre – 1er octobre 2004, Tanger*

29. Une retraite a été organisée du 30 septembre au 1 octobre 2004 à Tanger avec la participation de tous les employés du Bureau (professionnels et personnel de soutien). Elle a donné l'occasion de discuter de la pertinence du rôle, des objectifs et des activités du Bureau; des mécanismes de suivi, feedback et évaluation; des stratégies de communication et de publication; et du partenariat.

30. La retraite a adopté des recommandations qui visent à l'identification d'un créneau et à la définition des futures stratégies de travail pour le bureau étant donné notre avantage comparatif. Ainsi, elle a conclu que le Bureau devra, compte tenu de son avantage comparatif dans le domaine, concentrer ses activités au développement d'un « Observatoire pour l'intégration régionale » afin de suivre et de promouvoir l'intégration régionale. Le processus devra comprendre les activités suivantes :

- a) Publier des études de prospectives à long terme;
- b) Documenter et distribuer des études, rapports et meilleures pratiques en matière d'intégration identifiées en Afrique et dans les autres régions; et
- c) Promouvoir et assister dans la création de liens et de réseaux parmi les acteurs clés du développement (Etats membres, secteur privé, société civile et universités)

31. De plus, la retraite a recommandé le renforcement des relations entre le Bureau et les Etats membres, à savoir :

- a) Utiliser l'Observatoire comme moyen pour créer plus de liens avec les départements sectoriels;
- b) Inviter les points focaux nationaux officiels à faciliter la communication entre le Bureau et les différents départements;
- c) Etablir un mécanisme de consultation plus régulier avec les membres du Bureau CIE durant les périodes entre les réunions du CIE.

- *Amélioration du travail au sein des Bureaux sous-régionaux de la CEA*

32. Le Programme des Nations Unies pour les Services de Surveillance Interne (OIOS) a rendu visite aux cinq bureaux sous-régionaux de la CEA au mois de mars 2005, y compris le Bureau pour l'Afrique du Nord afin d'étudier et évaluer le déroulement du mandat des bureaux sous-régionaux tel que prescrit par la CEA dans sa résolution 828 (XXXII) du 8 mai 1997 et de s'assurer que des mécanismes de coordination efficace existent entre les Bureaux sous-régionaux, le siège de la CEA et les Communautés économiques régionales.

33. Le processus d'évaluation comprenait des consultations avec les partenaires et les parties prenantes clés; l'utilisation de questionnaires destinés aux gouvernements, organisations régionales et sous-régionales, ONG et autres bénéficiaires et des interviews des acteurs clés; l'utilisation de questionnaires pour recueillir les opinions du personnel des Bureaux sous-régionaux et des divisions de la CEA; Interviews avec les directeurs et le personnel de chaque Bureau et le personnel et les principaux responsables au siège de la CEA.

34. Un rapport sera rédigé bientôt avec des recommandations sur la manière d'améliorer la contribution des Bureaux sous-régionaux de la CEA à l'agenda de développement de leur sous-région. Ses conclusions seront partagées avec les membres du CIE.

(ii) Visite du Secrétaire Exécutif et du Secrétaire Exécutif adjoint

35. Le Secrétaire Exécutif adjoint a visité le Bureau au mois d'octobre 2004 et a fait état des progrès réalisés dans le cadre des activités du Programme de renforcement institutionnel. Cette visite a été l'occasion d'analyser la mise en application du programme de travail du Bureau.

36. Le Secrétaire Exécutif a également visité le Bureau au mois de janvier 2005 afin de discuter avec le personnel des différentes questions relatives au travail, à la vision, au programme et à l'environnement de travail.

37. Il a eu des réunions avec de hauts représentants du gouvernement marocain ainsi que des membres des Nations Unies.

(iii) Visites de la Directrice

38. La Directrice a visité l'Algérie, la Tunisie et la Libye dans le cadre de ses missions de consultation avec les Etats membres. Une mission est prévue en Egypte au mois de mai suivie par celles qui seront effectuées en Mauritanie et au Soudan. Des missions de consultation ont aussi été effectuées dans le pays hôte.

(iv) Programme de stage pour de jeunes diplômés

39. En application de sa nouvelle politique pour la promotion des activités de recherche au sein de la sous-région, le Bureau a initié un programme de stage à courte durée pour accueillir de jeunes diplômés d'universités.

40. Actuellement, deux jeunes ivoiriens diplômés de l'Université de Cocody (Abidjan), ont été retenus pour un séjour de trois mois au sein du Bureau afin de travailler sur les questions d'intégration sous-régionale.

III. PRINCIPALES ACTIVITES DE LA CEA²

(i) 37ème Conférence des Ministres africains des Finances, du Plan et du Développement économique, 21 – 22 mai, Kampala, Ouganda

41. Le thème de la Conférence était sur l' "Intégration de la politique commerciale dans les stratégies nationales de développement ». La Conférence a discuté du type de réseaux de sécurité sociale de protection de la libéralisation du commerce, des actions fiscales appropriées afin de baisser les taxes commerciales et de la nécessité pour les pays africains d'améliorer la compétitivité des échanges commerciaux. La Conférence a adopté une Déclaration ministérielle demandant, entre autres, à ce que les pays riches éliminent les obstacles qui mettent un frein aux négociations internationales sur le commerce d'ici juillet.

(ii) Conférence ministérielle régionale sur la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'Action de la Conférence internationale sur la population et le développement – CIPD+10, 7-11 juin 2004, Dakar, Sénégal

42. La Conférence a été organisée par la CEA en étroite collaboration avec l'UNFPA afin de procéder à l'évaluation décennale de l'expérience des pays africains sur la mise en œuvre de la DND/CIPD et des principales actions de la CIPD+ 5. La Conférence a réuni les Ministres africains responsables des questions de population. La plupart des pays de la sous-région ont été représentés à la Conférence.

2 Visiter le site [http:// www.uneca.org](http://www.uneca.org) pour plus d'information sur les réunions mentionnées plus bas, y compris les documents de travail, les documents de référence, les rapports des réunions ainsi que les autres activités de la CEA.

43. La Conférence a examiné le rapport régional africain sur la CIPD+10, a identifié les questions émergentes et a adopté les conclusions et les recommandations appropriées dans neuf domaines prioritaires suivants: population, pauvreté et environnement; égalité des sexes, équité et renforcement du pouvoir des femmes; la famille, ses rôles, droits, composition et structure; enfance et jeunesse; droits et santé de la reproduction; VIH/SIDA; répartition de la population, urbanisation et migration; situation de crise et conséquences sur la population; mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des programmes et politiques de population.

**(iii) Quatrième Forum africain sur le développement, 11 – 15
octobre 2004, Addis-Abeba, Ethiopie**

44. Le Quatrième Forum Africain sur le Développement (ADF IV) a été organisé par la CEA en partenariat avec la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Union Africaine (UA) sur le thème de la «Gouvernance pour une Afrique en marche». Le Forum a réuni plus d'un millier de délégués de toute l'Afrique, y compris des Chefs d'Etat ou de Gouvernement, des experts en développement, la société civile, le secteur privé, les média et les universités.

45. Le Forum a été précédé par des ateliers préparatoires régionaux chargés de la mise en place de plans d'action régionaux. Les représentants de l'Afrique du Nord ont assisté à la réunion de l'atelier pré-ADF IV tenue au Caire, Egypte (9-10 décembre 2003) afin de discuter et de définir les perspectives sous-régionales sur la gouvernance en Afrique du Nord.

46. La Déclaration Consensuelle adoptée par le Forum identifie les sept défis majeurs que doit relever la bonne gouvernance en Afrique: (i) absence d'équilibre des pouvoirs dans certains pays africains; (ii) des institutions faibles créées dans le cadre des processus politiques et non normatifs; (iii) nécessité d'intégrer les systèmes traditionnels de gouvernance dans l'Etat moderne; (iv) corruption; (v) nécessité d'exploiter pleinement le potentiel du secteur privé; (vi) VIH/SIDA; et, (vii) nécessité de traduire les gains normatifs en des changements substantiels dans la vie des femmes.

47. La Déclaration Consensuelle comprend également un programme d'action qui met en évidence la nécessité de mettre au point des actions urgentes et coordonnées afin de mieux traiter les déficits de capacité dans les zones clés de la bonne gouvernance.

**(iv) Septième Conférence régionale sur les femmes « Etude
décennale de la mise en œuvre des Plates-formes d'Action de
Dakar et Beijing, 7 – 14 octobre 2004, Addis-Abeba, Ethiopie**

48. Les Ministres africains en charge des questions de femme et de genre se sont réunis lors de la 7ème Conférence régionale africaine (Beijing + 10) pour examiner la mise en application des Plates-formes d'Action de Dakar et de Beijing (PADB). Tous les pays nord africains étaient représentés à la Conférence.

49. Le document “Résultats et voie à suivre” adopté par la Conférence a identifié les principaux changements qui ont été observés sur le plan international et régional depuis l’adoption des deux plates-formes ainsi que les réalisations effectuées et les défis restants. Le document final contient également un programme d’action qui détermine les actions clés pour accélérer la mise en œuvre de la PADB ainsi que les mesures institutionnelles pour la prise en compte effective des questions de genre. Le document final constituait la contribution de l’Afrique au processus mondial de Beijing+10 qui a eu lieu à New York du 28 février au 11 mars 2005.

(v) Réunion de la Grande Table, 16 –17 octobre 2004, Addis Ababa, Ethiopie

50. Le thème de la Grande Table portait sur “la Stimulation de l’investissement privé en Afrique ». L’évènement a réuni des Ministres des Finances et du Plan, les partenaires en charge du développement des pays de l’OCDE et les représentants des organismes clés chargés du développement et les institutions africaines du secteur privé.

51. Les 34 participants ont étudié les contraintes auxquelles sont confrontés les investissements nationaux et étrangers en Afrique et discuté des approches et des mécanismes qui peuvent aider à l’échelonnement de l’investissement privé au sein du continent.

52. Depuis son instauration par la Commission Economique pour l’Afrique en 2000, la Grande Table a tenu trois réunions et une session spéciale en octobre 2003. Les premières réunions de la Grande Table se sont intéressées à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, à l’importance critique de l’engagement et du leadership africain, à la durabilité de la dette, au partenariat de donateur pour l’Afrique et au financement du développement.

(vi) Conférence régionale préparatoire du Sommet mondial sur la société de l’information (SMSI), 2 – 4 février 2005, Accra, Ghana

53. Le thème de la Conférence portait sur « L’accès, condition essentielle à l’édification d’une société de l’information inclusive en Afrique ». Parmi les participants à la Conférence, on pouvait compter les représentants des pays africains, les délégués de plusieurs autres pays et les représentants des organisations africaines et internationales, le secteur privé et la société civile.

54. La Conférence a étudié les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d’Action adopté lors de la première étape du SMSI à Genève en décembre 2003. On y a débattu des méthodes de financement des technologies de l’information et de la communication en Afrique et de divers aspects de la gouvernance d’internet. La Conférence est parvenue à des recommandations concrètes visant la réduction de la pauvreté, l’élargissement de l’accès aux soins médicaux, l’éducation et la diminution du fossé technologique existant entre l’Afrique et les nations développées.

55. La Conférence a adopté une Déclaration: «Les Engagements d'Accra pour le Sommet de Tunis 2005» qui sera présentée comme la position africaine durant la seconde étape du SMSI qui aura lieu du 16 au 18 novembre 2005 à Tunis, Tunisie.

IV. ACTIVITES RESTANTES POUR 2005

56. Au cours des prochains mois, le Bureau continuera à collaborer avec ses partenaires pour réaliser les activités restantes pour l'année 2005, à savoir :

- Organiser avec le siège une réunion interactive pour la Commission du VIH/SIDA et de la Gouvernance en Afrique (CHGA), 22–23 avril 2005, Casablanca, Maroc;
- Participer à la trente-huitième Conférence des Ministres africains des Finances, du Plan et du Développement économique, 14–15 mai, Abuja, Nigeria;
- Finaliser le rapport sur la situation économique et sociale en Afrique du Nord;
- Finaliser le rapport sous-régional sur la mise en valeur des ressources en eau;
- Préparer une étude sur l'impact du VIH/SIDA sur quelques économies Nord africaines;
- Organiser des ateliers de formation à l'intention des principaux décideurs et parties prenantes dans les domaines de l'élaboration de projections à moyen terme, de l'intégration de la dimension genre dans les comptes et budgets nationaux, de la gouvernance économique et des entreprises;
- Organiser un séminaire sur les défis de l'eau et de l'environnement en Afrique du Nord;
- Organiser un séminaire préparatoire pour le cinquième Forum africain pour le Développement qui se tiendra sur le thème « la jeunesse et l'exercice du pouvoir au vingt et unième siècle »;
- Organiser un événement spécial sur le développement de l'Afrique du Nord;
- Organiser une Table Ronde sur les Structures économiques en Afrique du nord;
- Participer au Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) Tunis, 16-18 novembre 2005.